

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 31/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONDAL FRANCE

2 RUE DENIS PAPIN
BP 305
57200 Sarreguemines

Références : SARREGUEMINES_ONDAL_2025-01-31_RAPVI_NB_00994
Code AIOT : 0006201850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement ONDAL FRANCE implanté 2 Rue Denis Papin 57200 Sarreguemines. L'inspection a été annoncée le 13/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régional relative à la sécurité incendie au sein d'entrepôts de stockage de matières combustibles relevant de la rubrique 1510 des ICPE sous le régime de la déclaration.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONDAL FRANCE
- 2 Rue Denis Papin 57200 Sarreguemines
- Code AIOT : 0006201850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ondal, qui appartient à Mibelle Group, est autorisée à exploiter à Sarreguemines une installation de fabrication de produits capillaires soumise à autorisation environnementale. Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral modifié n° 2010-DLP/BUPE-200 du 3 juin 2010. L'entreprise exerce notamment une activité de stockage de matières combustibles. A ce titre sont applicables les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.II	Sans objet
3	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé une non conformité pour ce qui concerne la mise en place d'un plan de défense incendie (PDI) conforme aux exigences de l'article 23 à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicable à la rubrique 1510.

Il est donc demandé à l'exploitant de compléter et finaliser son PDI existant dans un délais de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.II
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un état des matières sous forme de données numériques via l'outil Quarks accessible en ligne et en permanence. Cet outil permet de gérer et suivre les mouvements de stock (système de QR code) et rassemble également les fiches de données de sécurité des produits réceptionnés. L'extraction instantanée des stocks sous forme de fichier Excel (quantité, nature, localisation, propriété de danger) est disponible via le SAP de l'entreprise. Les données sont localisées sur des serveurs hors site. L'exploitant indique par ailleurs : <ul style="list-style-type: none">• que le personnel de sécurité à l'accueil est formé à l'utilisation et l'extraction des données;• réaliser une extraction hebdomadaire des données. L'inspection n'a pas relevée de non conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;

- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Constats :

Pour rappel : par courrier du 1^{er} septembre 2021 et suite à la visite d'inspection du 10 août 2021, le préfet de Moselle a demandé à l'exploitant de remettre son plan de défense incendie (PDI) dans un délai de 3 mois, ceci au titre des prescriptions de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331 et en particulier de son article 14. Par courrier du 21 décembre 2023, l'exploitant a sollicité un report de délai pour la production de ce PDI "liquide inflammable".

Lors de la présente visite, l'inspection constate que l'exploitant dispose d'un PDI non finalisé qui ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicable à la rubrique 1510 ici contrôlé. Par ailleurs il ne répond pas aux exigences de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 applicable à la rubrique 4331 pour lequel il a été initialement produit.

Post inspection, par courrier du 7 octobre 2024 l'exploitant a transmis un PDI "liquide inflammable" plus abouti au regard des exigences de l'article 14-I de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 tout en sollicitant un nouveau délai afin que son partenaire (groupe CNPP) finalise ce plan.

L'inspection relève que si le PDI transmis permet de répondre à certaines exigences de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 applicable à la rubrique 4331, il ne répond que partiellement aux exigences des prescriptions de l'article 23 à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicable à la rubrique 1510. En outre, l'inspection note qu'en l'état, le PDI ne dispose pas de sommaire, ce qui restreint son utilisation opérationnelle. Il est rappelé que ce document doit avoir un caractère opérationnel pour les services de secours en cas de sinistre.

<div style="border: 1px solid black; height: 150px; width: 100%;"></div>
--

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande donc à l'exploitant de finaliser et transmettre au préfet de Moselle son PDI dans un délai de 3 mois en le complétant des exigences supplémentaires posées par l'article l'article 23 à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicable à la rubrique 1510.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Entretien des abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. [...]

Constats :

L'inspection constate que l'installation et ses abords sont propres et entretenus. La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un

foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. [...]

Constats :

L'inspection des installations classées a procédé à un contrôle par sondage des extincteurs (dernière vérification par un organisme en avril 2024). Les extincteurs et RIA sont répartis au sein des cellules stockage conformément aux plans affichés au sein des locaux. Il n'a pas été relevé de non-conformité.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite